

Présents :

Serge Dobias (élu Côte Aime - Compagnie des guides de la Vanoise)
Xavier Bonnet Eymard (élu Côte Aime - élu référent sur l'atelier)
Marie Maussin (Technicienne gestion des cours d'eau - Conseil général)
Georges Danis (Maire Villarlurin)
Bertrand Bercon (responsable Base nautique Bourg Saint Maurice – club de canoë de Bourg Saint Maurice)
Jean-Louis Garnier (responsable services techniques Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche)
Jean-Yves Morin (élu Aigueblanche)
Arnaud Plaisance (directeur Communauté de Communes Cœur de Tarentaise - Moûtiers)
Monique Rosset Lanche (responsable administrative Esserts Blay)
Virginie Chirez (APTV - animatrice Contrat de bassin)
Catry Ploquin (Centre Permanent d'Initiative à l'Environnement Savoie Vivante)

I Besoins exprimés des différents publics présents dans le domaine de l'eau et propositions faites lors de cette réunion :

1 Services administratifs

Côté eau potable et assainissement, les financements sont relativement lisibles, le montage de dossier assez classique, par contre il semble que pour ce qui est des cours d'eau (gestion des risques d'inondations, entretien des berges...), ça se complique.

Besoin ressenti de mieux connaître :

- les financeurs,
- le côté pratique du montage de dossier,
- les différentes étapes des procédures (échancier des différentes contraintes).

Ces procédures administratives et financières pourraient prendre la forme d'un guide. On ne parle pas ici d'un besoin de formation en tant que telle mais d'une demi-journée de présentation de ce support.

2 Décideurs (élus, direction services techniques, urbanistes...), autres personnes ayant une intervention dans les cours d'eau

- Besoin d'avoir une culture et langage partagé pour se comprendre entre acteurs (administratifs/techniciens – élus – autres usagers).

Ex : Que recouvre la notion de SPANC, partage des responsabilités..., idem pour l'intervention en cours d'eau.

- Autres besoins exprimés pouvant rentrer dans ce cadre :
 - projet d'aménagement et gestion de l'eau,
 - réseaux et projets d'aménagement,
 - conflit d'usage en période d'étiage...

Cela pourrait prendre la forme **d'une formation spécifique, socle de base de connaissances sur la gestion publique de l'eau** sur les différents sujets avec retour d'expérience d'autres territoires.

- Nécessité de faire appel à des spécialistes des différents sujets pour co-animer des commissions thématiques des collectivités.

A mettre en rapport avec le recours à expert dans le cadre du Contrat de bassin versant.

3 Services administratifs, décideurs (élus, direction services techniques, urbanistes...), autres personnes ayant une intervention dans les cours d'eau (ex : professionnels de l'eau vive qui interviennent ponctuellement dans le cadre de mise en sécurité des cours d'eau pour leur activité - canyon, canoë kayak)

Affirmation du besoin d'une formation juridique sur l'intervention en cours d'eau :

- éclaircissement des compétences communes/intercommunalités/privés-professionnels – quelle compétence pour quel type de travaux ? – limite des interventions de chacun,
- droits et devoirs des riverains,
- droits et devoirs des collectivités (est ce que la commune peut imposer des travaux...),

- présentation des différents outils juridiques,
- cas particuliers (cours d'eau mitoyen de 2 collectivités...).

Ce besoin peut prendre la forme **d'une formation juridique et législative sur le droit lié aux cours d'eau**, en lien avec le droit du sol, animée par un spécialiste.

4 Services administratifs, décideurs (élus, direction services techniques, urbanistes...), autres personnes ayant une intervention dans les cours d'eau (ex : professionnels de l'eau vive qui interviennent sur le cours d'eau dans le cadre de projets d'aménagement)

- Pour le bon déroulement technique d'un projet sur un cours d'eau, besoin de connaître l'ensemble des partenaires et personnes à contacter pour qu'il n'y ait pas de blocage sur la phase travaux :
 - partenaires techniques :
 - o quels sont les supports techniques existant – coordonnées des services référents,
 - o lien à faire avec l'assistance technique de spécialistes - ligne ouverte APTV,
 - partenaires de concertation :
 - o quels sont les personnes à intégrer à la réflexion afin de concerter le projet avec l'ensemble des usagers - coordonnées des services ou personnes référents
 - lien avec les services de l'Etat - manque de connaissance des différentes administrations, notamment dans le cadre de la réorganisation des services de l'Etat :
 - o quels sont les services à contacter, à quel moment – contact précis

Ce besoin peut prendre la forme **d'un organigramme précis identifiant les intervenants et leurs compétences**, compris dans un **guide de la gestion de projet**.

De la même manière que pour la partie administrative, ce guide peut faire l'objet de quelques heures de présentation afin de répondre aux interrogations en direct avec présence et intervention des différents acteurs de l'organigramme.

Nécessité **d'un lexique sur la gestion de l'eau** et des cours d'eau avec des explications développées.

- Besoin d'avoir accès rapidement à l'ensemble des bases de données existantes pouvant être utiles dans la gestion d'un projet (exemple couche zone humide, où se la procurer).

Contraintes :

- mise à jour régulière de cet outil,
- outil utilisable par les collectivités ou partenaires n'ayant pas de logiciel de Système d'Information Géographique.

Une base de données de différentes couches disponibles avec leur localisation et les caractéristiques de disponibilité semble être l'outil adapté – envoi mail dès que remis à jour ou téléchargement sur internet.

Nécessité de pouvoir consulter des plans papier (ex : mémento du patrimoine) pour ceux n'ayant pas accès au SIG.

5 Services techniques opérationnels

Le besoin du personnel d'exécution doit s'appréhender principalement au travers des besoins des collectivités et donc des élus (projet politique) et des responsables des services (mise en œuvre des décisions).

Le personnel d'exécution, la plupart du temps polyvalent, ne peut dégager beaucoup de temps à se former ni se déplacer trop loin.

De plus le sujet traité doit être très ciblé, opérationnel et pragmatique.

Il est difficile de mélanger ce public avec d'autres (ex : riverains...), cela risquerait de dévaloriser cette formation à leurs yeux.

Par contre rien n'empêche de proposer un petit module optionnel en fin de formation pour les amener à être eux-mêmes animateurs d'une information auprès du grand public – le technicien devient référent.

Ex : sur ½ journée avec apport théorique court en salle avec support clair à conserver et application pratique

Sujets à traiter :

- gestion des plantes invasives,
- entretien de la végétation en bordure de cours d'eau,
- utilisation raisonnée des herbicides...

Un questionnaire approprié permettra d'affiner ces sujets cet été.

Les professionnels du BTP pourraient bénéficier du même type de formation (voir avec syndicats professionnels).

Il a été spécifié que les formations du CNFPT pouvaient être difficiles d'accès :

- annulées si pas assez d'inscrits,
- pas assez de places.

Le questionnaire prendra également en compte les formations CNFPT existantes (AEP, gestion des captages, assainissement) afin de voir quel succès pourrait avoir une formation délocalisée en Tarentaise.

Est également précisé que certains agents avec expérience peuvent trouver ces formations pas assez poussées vis-à-vis de leurs propres connaissances. En même temps, les mauvaises habitudes se prennent vite et une nouvelle information peut être utile.

La mise en réseau de ce personnel très technique est essentielle. Elle pourra se faire si le plan de formation est bien planifié et rythmé avec une récurrence des rencontres afin que les contacts se fassent et soient durable.

6 Les médiateurs

Leur besoin semble se différencier de ceux des autres publics.

Nécessité d'information sur un socle de base général sur la gestion de l'eau (les différents usages et leur fonctionnement) - à confirmer si recoupement possible avec le besoin des Décideurs 2.

D'autres approches sur le circuit de l'eau et l'eau milieu semblent aussi nécessaires.

Cette connaissance serait transmises à d'autres publics (public jeunesse, touristique, habitants permanents) dans le cadre d'animations spécifiques.

Les apports doivent être locaux et donc adaptés au territoire Tarentaise, voir aux secteurs d'intervention de ces professionnels.

Pour le monde associatif du Canoë kayak, cette pratique sportive peut et doit servir à la découverte du milieu. Dans le cadre d'un programme pédagogique pour le public jeune, des passerelles seraient intéressantes.

Pour le représentant du canyon, les formations sont très ciblées sécurité et il semble qu'il y ait un manque de connaissance sur ces milieux particuliers et leurs caractéristiques (utilisation de l'eau hydroélectricité).

Autres sujets susceptibles d'être abordés :

- les zones humides,
- les cours d'eau (fonctionnement, faune, flore, ...),
- ...

Pour la forme, surtout une explication de terrain avec l'apport d'outils pédagogiques adaptés pouvant leur servir de supports ultérieurs.

II La suite de cette réunion

Prochaine réunion :

L'objectif est de proposer pour septembre 2010 un programme de formation pluriannuel avec une vision précise des interventions en 2011 (budget prévisionnel, sujets de formation et publics, échéancier...).

Travail à réaliser :

- Pendant l'été, les besoins spécifiques du public technique opérationnel seront approchés au travers des services techniques des collectivités afin de compléter la réflexion en septembre.
- Suite à la réception de ce compte rendu, les différents publics présents aujourd'hui l'amenderont et sonderont leurs collègues pour affermir les propositions.
- Virginie Chirez contactera les professionnels non présents aujourd'hui (CCI/CMA, Syndicats agricoles...) afin de préciser leur vision des besoins.

ATTENTION : Prochaine réunion :

La réunion prévue le Mercredi 1^{er} septembre 9 H 30 dans les locaux de la Communauté de Communes des Vallées d'Aigueblanche est reportée à une date qui vous sera communiquée ultérieurement.

PUBLICS BESOINS	Procédure administrative et financière	socle de base de connaissance sur la gestion publique de l'eau par thème	formation juridique et législative sur le droit lié aux cours d'eau	formation conduite de projet et concertation	d'un organigramme précis identifiant les intervenants et leurs compétences	d'un lexique sur la gestion de l'eau	Une base de données de différentes couches disponibles	Formation courtes technique et appliquée	Formation socle de base usages de l'eau, milieu, circuit de l'eau liée aux outils péda
Services administratifs (secrétaires de mairie)	✓		✓		✓	✓			
Décideurs : - élus - directeurs administratifs et techniques - urbanistes		✓	✓	✓	✓	✓	✓		
Techniciens opérationnels								✓	
Professionnels intervenant sur les cours d'eau (gestion sécuritaire) ou pouvant avoir un projet à mener		✓	✓		✓	✓	✓	✓ (intervention en cours d'eau...)	
Médiateurs (accompagnateurs, garde moniteur du parc, professionnels eau vive...)									✓

Outils à créer :

- **un guide papier** comprenant :
 - o une partie procédure administrative et financière,
 - o une partie gestion de projet avec :
 - organigramme des personnes à contacter
 - procédure réglementaire,
 - ...
 - o un lexique expliqué sur la gestion de l'eau
 - o un tableau des données existantes et leur localisation et sa version internet pour permettre une mise à jour

avec une journée explicative du contenu et de son utilisation (½ journée administrative + ½ journée gestion de projet)

Formations à mettre en place :

- **socle de connaissance sur la gestion publique de l'eau**
 - o 1 générale de présentation
 - o des appliquées reprenant des thèmes précis
- **formation juridique sur le droit lié aux interventions en cours d'eau**
- **formations courtes techniques et appliquée**
- **formation socle de connaissance eau sous angle pédagogique**
- **formation sur la conduite de projet et la concertation**